

Bolivie: comment tenter de faire tomber un gouvernement après six mois

[25 mai 2026](#) [Alencontre](#) * [La Une](#), [Bolivie](#) 0



Marche sur La Paz des paysans organisés dans le syndicat «Tupac Katari», fin de la semaine passée.

Par Mijail Miranda

[La Bolivie est en ébullition depuis déjà trois semaines. Selon *El Pais* du 25 mai 2026: «Les mouvements sociaux qui exigent la démission du président bolivien, Rodrigo Paz, affirment que l'opération policière et militaire déployée samedi par le gouvernement a fait un mort, âgé de 24 ans, tué par balle. Près de 3000 agents, parmi lesquels des gendarmes et des membres des forces armées, ont tenté de débloquent La Paz, capitale administrative du pays, assiégée depuis trois semaines.» Selon le quotidien bolivien *La Razon* du 25 mai, le président Rodrigo Paz, conjointement à la mobilisation des forces de sécurité, a annoncé une réduction de 50% des salaires des membres de l'exécutif! (Réd.)

Les mobilisations sociales s'intensifient en Bolivie. Cela fait trois semaines consécutives de contestation sociale. Les ouvriers de l'industrie, les travailleurs des mines, les routiers, les enseignants et les secteurs paysans se mobilisent. Le gouvernement, bien qu'il se montre médiatiquement disposé au dialogue, diffuse en réalité des discours qui laissent présager un durcissement de la répression. La Paz et El Alto sont pratiquement encerclées. Selon les rapports de l'Administratrice bolivienne des routes, des barrages sont en place à La Paz, Oruro, Cochabamba et Santa Cruz, principalement mis en place par des organisations paysannes et la Centrale ouvrière bolivienne (COB). Tous les secteurs ont des revendications différentes, mais s'accordent sur un point: ils réclament la démission du président Rodrigo

Paz, au pouvoir depuis à peine six mois. C'est le dirigeant de la nouvelle droite latino-américaine qui a perdu le plus rapidement sa légitimité. Il fait face à un soulèvement populaire dont les causes doivent être comprises à la lumière des premières mesures prises par le gouvernement, de sa structure politique fragile et des caractéristiques émancipatrices des mouvements populaires boliviens. [[Voir de même l'entretien publié sur ce site le 23 mai.](#)]

La fragilité du gouvernement depuis ses débuts

Il faut remonter au moment des élections. Rodrigo Paz n'avait aucune chance réelle d'accéder à la présidence, mais il a sorti un atout inattendu de sa manche: s'associer à Edman Lara comme candidat à la vice-présidence. Ancien capitaine de police et influenceur, celui-ci s'est fait connaître en 2023 grâce à ses vidéos sur TikTok dénonçant la corruption au sein des forces de sécurité. C'est une figure médiatique et virale qui flirte avec les discours autoritaires du président du Salvador Nayib Bukele (le parti politique que Lara a tenté de fonder auparavant portait le même nom que celui du Salvadorien). Il manie une rhétorique «anti-caste», similaire à celle que Javier Milei a promue à ses débuts en Argentine. Cette alliance a capté un vote populaire que Rodrigo Paz n'aurait jamais obtenu autrement. Mais Lara est maladroit et inexpérimenté dans le domaine de la politique traditionnelle, une figure gênante pour une gouvernance partagée.

C'est pourquoi, à quelques semaines de la prise de fonction, la rupture entre Paz et Lara était imminente: aujourd'hui, ils ne se parlent même plus.

Le président a aggravé cette fracture par des mesures très concrètes visant à neutraliser son vice-président: il a promulgué le décret suprême 5515 qui lui permet de gouverner à distance depuis l'étranger, empêchant ainsi Edman Lara de prendre temporairement les rênes lorsque Rodrigo Paz s'absente du pays. Il a également réduit le budget de la vice-présidence. Ces tensions démontrent la fragilité institutionnelle engendrée par les «partis-taxis»: des sigles usés, des coquilles vides que l'on loue – comme le Parti démocrate-chrétien (PDC) utilisé par Paz – pour présenter des candidats sans structure politique ni territoriale.

Les «trahisons» de Paz

Une fois au pouvoir, Rodrigo Paz a pris une série de mesures drastiques et impopulaires qui ont entraîné une perte très rapide de sa légitimité.

Bien que les classes populaires aient accepté avec résilience la suppression des subventions sur les carburants, qui a entraîné une hausse rapide du coût de la vie, le gouvernement a commencé à importer de l'essence de très mauvaise qualité dans le cadre de procédures opaques, endommageant ainsi des milliers de véhicules de travail sans qu'il y ait de dédommagements effectifs. Par la suite, il a fait adopter par le Parlement la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes et a commencé à gouverner ouvertement en faveur des élites. Il a tourné le dos à ses électeurs et s'est allié aux milieux d'affaires, voire à des secteurs de la classe politique qui l'avaient accusé de fraude – comme Samuel Doria Medina, le milliardaire qui a perdu lors du premier tour mais a fini par placer plusieurs de ses hommes de confiance au sein du gouvernement actuel. Le ministre le plus puissant du gouvernement de Rodrigo Paz, José Luis Lupo, était le candidat à la vice-présidence de Samuel Doria Medina.

Ces dernières semaines, acculé par les conflits, Paz a conclu une alliance avec certains acteurs du coopérativisme minier, l'un des groupes économiques les plus puissants, les plus riches et

les plus violents de la scène politique bolivienne. Un secteur dénoncé pour ses pratiques extractivistes, prédatrices et exploiteuses. Par le décret suprême 5618, Paz a annulé les contrôles fiscaux et les dettes exécutoires que deux coopératives aurifères avaient contractées auprès de la Caisse nationale de santé depuis 2016, laissant un grave déficit financier à court échéance dans la sécurité sociale, ce qui pourrait affecter une grande partie de la main-d'œuvre bolivienne.

Mais, peu avant, c'est la loi 1720 sur la conversion des petites propriétés agricoles qui a déclenché les premières mobilisations. Conformément à la Constitution, les petites propriétés sont insaisissables en Bolivie; la nouvelle loi visait à les transformer en propriétés de taille moyenne, les obligeant à être utilisées comme actifs financiers. Ce projet répond à une revendication historique des secteurs agro-industriels: il a été réintroduit au Parlement par le sénateur Branko Marinkovic, homme politique et entrepreneur de Santa Cruz qui s'attribue la propriété de plus de 33'000 hectares dans son département.

Un autre point de rupture symbolique s'est produit avec la nomination au poste de vice-ministre de la Sécurité citoyenne de l'ancien commandant de police Rodolfo Montero, faisant l'objet d'une enquête et placé en détention provisoire pour son rôle dans la chaîne de commandement lors des massacres de Sacaba et Senkata en 2019 – qui, après le coup d'État de Jeanine Añez, ont fait au moins 20 morts et des centaines de blessés, selon le Groupe interdisciplinaire d'experts indépendants de la CIDH (Commission interaméricaine des droits de l'homme) – ce que le peuple a perçu comme une gifle et une trahison flagrante du soutien populaire temporaire dont bénéficiait Rodrigo Paz.

Le discours du gouvernement et ses limites

Rodrigo Paz s'est présenté pendant la campagne comme une alternative au MAS, mais aussi aux politiciens de droite. Une fois au pouvoir, il a tourné le dos au peuple qui l'avait porté à la présidence et a choisi de gouverner main dans la main avec ceux qui s'opposaient à sa candidature. Aujourd'hui, le gouvernement mise sur un discours selon lequel Evo Morales, le MAS et le trafic de drogue seraient à l'origine des mobilisations.

Mais la vérité est que c'est une tentative de délégitimer une protestation massive en l'associant à des groupes liés à des personnalités qui ont perdu leur légitimité et sont politiquement affaiblies. L'une d'entre elles est Evo Morales. L'ancien président est retranché depuis des mois dans le Chapare [province qui se trouve dans le département de Cochabamba]. Il y a quelques jours, un mandat d'arrêt a été lancé contre lui, et il a été déclaré en fuite dans le cadre de l'affaire de «traite de mineure» et de trafic qui le concerne. Il reste une personnalité publique influente, mais il ne fait pas partie des principaux acteurs des manifestations contre le gouvernement de Paz. En réalité, la tribune que lui offre le gouvernement sert à affaiblir et à stigmatiser la révolte populaire et rend les discours de stigmatisation beaucoup plus faciles à accepter: beaucoup de gens hésitent à soutenir les barrages routiers parce qu'on les qualifie, à tort, de partisans du MAS.

Mais les manifestations répondent à une dynamique hétéroclite, impliquant de multiples acteurs, et ne peuvent être attribuées uniquement à l'évisme. C'est précisément l'un des discours les plus obstinés et obtus de la droite bolivienne ces dernières années: ne pas comprendre la complexité du tissu social auquel elle s'affronte.

La tradition bolivienne de négocier dans la rue

L'historien Eric Hobsbawm a développé le concept de «négociation collective par la révolte», une catégorie extrêmement pertinente pour analyser le cas bolivien. Face à un État qui, historiquement, n'écoute pas les classes populaires, et face à un gouvernement qui accède au pouvoir grâce au vote du peuple pour ensuite gouverner avec les milieux du pouvoir économique, s'impose l'idée que la seule voie possible pour négocier est la pression dans la rue.

Cela s'est déjà produit sous le mandat d'Evo Morales, bien qu'avec d'autres acteurs et dans un autre contexte, après que le gouvernement eut ignoré les résultats négatifs du référendum de 2016.

En Bolivie, la rue s'impose comme le principal espace de négociation politique, s'appuyant sur une longue et solide tradition de coordination sociale, de quartier et communautaire dans diverses régions du pays. Actuellement, la revendication de démission de Rodrigo Paz est la seule qui ait réussi à rassembler les différents secteurs, bien qu'il n'y ait ni horizon concret ni leaderships visibles pour l'après-crise.

Même s'il est peu probable que cette démission se concrétise (le ministre des Affaires étrangères Fernando Aramayo l'a catégoriquement écartée), cette pression sociale pourrait bien obliger le gouvernement à une profonde restructuration stratégique et, à tout le moins, à un remaniement de son cabinet.

Les manifestations constituent un avertissement fort: en Bolivie, on ne peut pas gouverner en tournant le dos au peuple. C'est pourquoi l'insurrection populaire n'a pas été neutralisée et continue de s'étendre. Et cette expansion pourrait également être un appel à la réorganisation du mécontentement social au niveau régional, en faisant de la négociation collective par le biais de la révolte un contrepoids à l'autoritarisme militariste de droite. (Article publié dans la *Revista Anfibia* le 23 mai 2026; traduction rédaction *A l'Encontre*)

Mijail Miranda, journaliste et producteur multimédia, cofondateur et directeur de la rédaction de *Muy Waso*. Il vit à Oruro, en Bolivie.